

Un satisfecit des observateurs, en attendant les résultats

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO Les craintes de déception demeurent importantes

► Trois jours après le scrutin, les observateurs africains ont communiqué leur rapport préliminaire.

► Résultat : un satisfecit prudent.

► Les résultats de l'élection sont, eux, toujours soigneusement tenus sous le boisseau.

KINSHASA
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les observateurs européens ayant été récusés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), les Africains ont pris la relève, sans trop d'états d'âme : « *Est-ce que moi j'ai été invité à suivre les élections en Floride ?* », s'est exclamé un président de délégation. En plus de l'Union africaine, pas moins de cinq organisations régionales auxquelles appartient un Congo qui jouxte tant l'Afrique des Grands lacs que l'Afrique centrale ou l'Afrique australe, avaient dépêché des observateurs à Kinshasa et chaque délégation a communiqué ses observations préliminaires. Prudemment, nul n'a évoqué l'échec essuyé samedi, à la veille du scrutin, lorsque, au contraire des FCC, le Front commun pour le Congo, qui soutient le candidat Shadary, aucun de ses

rivaux n'avait voulu signer un « code de bonne conduite » proposé par les Africains afin d'éviter un possible clash post-électoral. Trois jours après le scrutin, les observateurs africains ont donc communiqué leur rapport préliminaire, qui tranche avec les prévisions catastrophistes qui avaient marqué la préparation de cette triple élection, (présidentielle, législative et provinciale).

À Kinshasa, on a l'habitude de se demander si Dieu ne serait pas Congolais, intervenant in extremis pour prévenir

les catastrophes. Cette fois-ci encore, les observateurs ont délivré un satisfecit prudent qui a réveillé un sourire épanoui sur le visage de Corneille Nangaa, le président de la Ceni, longtemps objet de toutes les suspensions.

Problèmes « techniques »

Certes, nul n'a fait l'impasse sur les problèmes « techniques » qui se sont posés : l'épidémie d'Ebola qui a mené à un report partiel du scrutin à Beni et Butembo, l'incendie dans un entrepôt de la Ceni, le manque de formation des témoins et, bien souvent l'ouverture tardive des bureaux de vote pour cause d'intempéries... L'essentiel était ailleurs : dans leur ensemble, les missions africaines ont approuvé l'usage de la machine à voter tant décriée, assurant que, malgré les pannes, ce recours à la technologie de pointe s'était révélé efficace et

pourrait même être conseillé dans d'autres pays du continent.

Les pays d'Afrique australe (SADC), qui sont souvent à la pointe du combat panafricaniste, ont particulièrement approuvé la volonté des autorités congolaises de financer par elles-mêmes l'exercice électoral. Cependant les réserves et les craintes demeurent importantes. Comme tout le monde, les observateurs africains ont noté avec inquiétude le fait que la Ceni n'avait pas pris en compte de nombreuses recommandations et surtout ils ont relevé que jusqu'au bout avait régné un manque de confiance entre la centrale électorale et les parties prenantes de la société civile, renforçant ainsi le sentiment de manque de transparence.

Presque comme un mantra, chaque délégation d'observateurs a tenu à féliciter la population congolaise pour le calme et la patience dont elle avait sur faire preuve, pour sa détermination, pour l'implication de la société civile.

Chacun évitant soigneusement de nommer les plus hautes autorités du pays, salua la « grande victoire » déjà remportée par le peuple congolais qui a réussi à obtenir la première passation pacifique du pouvoir depuis l'indépendance.

De nombreux désordres

Au nom de l'Union africaine, le général Diancounda Traoré, un homme à poigne qui dirigea la transition prési-

dentielle au Mali se montra cependant un peu plus explicite que ses collègues : il rappela que l'accès aux médias n'avait pas été équitablement réparti, que la campagne électorale avait été marquée par de nombreux désordres. Et surtout, d'une voix sèche, qui sonnait comme un ultimatum, il martela : « *Notre souhait est que les résultats annoncés soient conformes aux votes des électeurs et donc aux vœux de la population et nous invitons toutes les parties à n'utiliser que les voies de recours légales.* »

En termes non diplomatiques, cela signifie que tous les observateurs partagent le sentiment général selon lequel le pire, c'est-à-dire l'annonce des résultats du scrutin, reste peut-être à venir...

Les observateurs se font médiateurs

Durant cette étrange semaine, toutes les passions semblent mises sous le boisseau et la population attend patiemment que soit communiqué le verdict des urnes. Mais les observateurs africains se sont déjà transformés en médiateurs : mercredi soir, ils ont convoqué, lors d'une réunion à huis clos, Martin Fayulu, Félix Tshisekedi, et deux lieutenants d'Emmanuel Shadary. Une fois de plus, ils ont exhorté tous les rivaux à une « tolérance paisible » et à l'acceptation de résultats toujours soigneusement tenus sous le boisseau. ■

COLETTE BRAECKMAN

médias

Circulez, il n'y a rien à voir...

Les vieilles habitudes ne se perdent pas facilement : une fois de plus, comme lors des grandes mobilisations populaires, celles des chrétiens ou celles de l'opposition, les connexions internet ont été coupées sur tout le territoire du Congo. Les commerçants qui ont pris l'habitude d'effectuer par Internet leurs commandes ou leurs paiements cachent mal leur colère mais surtout les utilisateurs de Whatsapp, les frénétiques des réseaux sociaux ressemblent à des drogués en état de manque. Et

pour cause : à peine le dépouillement était-il terminé que les premières photos circulaient, affichant les résultats partiels des premiers bureaux. En quelques heures l'avalanche se confirmait. À travers tout le pays, les photos prises avec des smartphones transmettaient des fiches de résultats souvent convergentes et la prudente collecte de données que la Ceni entendait centraliser seule était débordée par ces informations « sauvages » et sans doute peu « politiquement correctes ».

Quant à la presse internationale, elle a été accueillie avec parcimonie : dès le départ, les médias publics européens, à l'instar de la RTBF, se sont vus refuser leur accréditation tandis que la presse privée était admise au compte-gouttes et sous conditions. C'est ainsi qu'avant de recevoir le précieux sésame, – un badge lui permettant d'accéder aux centres de vote et de compilation –, chaque journaliste s'est vu prier de parapher un « code de bonne conduite ».

Dans ce document de huit pages, il s'engageait à ne pas perturber le bon déroulement du processus électoral, et surtout à éviter de diffuser des informations électorales non vérifiées et à ne pas publier les résultats des scrutins avant ceux qui seront proclamés officiellement par la Ceni d'ici la fin de cette semaine, le 6 vraisemblablement. C'est pour cette raison que l'envoyée spéciale de RFI a été priée de quitter le pays : alors qu'elle-même observait la prudence requise, sa chaîne, depuis Paris, avait entrepris de diffuser des informations partielles, des résultats non confirmés... Désormais ses collègues se le tiennent pour dit et la presse congolaise observe elle aussi la plus extrême prudence... Le Front commun pour le Congo, la coalition au pouvoir, qui avait établi un centre de collecte de données parallèle se trouve lui-même pénalisé, car ses téléphones et ses ordinateurs sont réduits au silence... ■

C.B.